

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Exercer ses droits de patient-e

Rommelaere, Claire

Published in:

Le Chaînon : La revue des associations de patients et de proches

Publication date:

2021

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Rommelaere, C 2021, 'Exercer ses droits de patient-e: des choix permanents' *Le Chaînon : La revue des associations de patients et de proches*, vol. 24, pp. 11-12.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

EXERCER SES DROITS DE PATIENT.E : DES CHOIX PERMANENTS

Lorsqu'on pense aux choix à poser en tant que patient·e·s, c'est généralement le droit de donner ou de refuser son consentement à une intervention¹ qui vient à l'esprit. Le texte qui suit s'attarde donc d'abord à la décision de soins puis explique brièvement une série d'autres choix auxquels la loi invite les patient·e·s.

Le choix des soins : consentir, refuser ... et questionner, solliciter

Sur la base des informations qui leur sont transmises par les professionnel·le·s de la santé, les patient·e·s partagent la responsabilité de la décision de soins : lorsqu'une intervention est proposée, elle peut être acceptée ou refusée et, fondamentalement, questionnée.

Cela dit, la loi permet de refuser l'information. Un·e patient·e peut en effet consulter un·e professionnel·le de la santé en lui demandant un conseil à appliquer, sans explications : « dites-moi ce que vous feriez à ma place, mais ne me dites pas pourquoi »².

Une intervention peut également être sollicitée comme, par exemple, lorsqu'une personne demande à être stérilisée. Les

sollicitations à l'initiative d'un·e patient·e peuvent questionner la compétence, voire la conscience, professionnelle des praticien·ne·s. Ces dernier·e·s conservent la possibilité de refuser, notamment s'ils ou elles estiment que l'intervention sollicitée est inutile ou comporte trop de risques par rapport aux bénéfices potentiels. Compte tenu des droits des patient·e·s et de l'autonomie professionnelle reconnue aux praticien·ne·s, la responsabilité minimale de ces dernier·e·s consiste à s'engager véritablement dans le dialogue, en considérant attentivement la demande, en faisant part de leur analyse le plus précisément possible et en transférant le dossier à un·e autre professionnel·le, si c'est demandé.

En matière de planification des soins, la loi mentionne uniquement la possibilité d'un refus anticipé, en principe contraignant³. En pratique, il vaut mieux rédiger ce type de directive en collaboration avec un·e professionnel·le de la santé, de sorte que le refus soit connu et suffisamment précis.

Enfin, la loi tient compte du fait que les décisions importantes se prennent le plus souvent

dans l'interaction avec les proches : les patient·e·s peuvent ainsi être accompagné·e·s par des « personnes de confiance » qui reçoivent les informations et soutiennent le processus décisionnel⁴.

Le « libre choix du praticien professionnel » et ses limites⁵

Ce choix n'est pas toujours possible, pour des raisons légales ou organisationnelles : par exemple, un·e patient·e mis·e en observation⁶ ou pris·e en charge en urgence verra cette liberté de choix réduite, sans que cela l'empêche toutefois de solliciter un changement ou de demander un avis extérieur.

Le choix de personnaliser son dossier de patient·e

Les professionnel·le·s de la santé ont l'obligation de tenir des dossiers sur leurs patient·e·s, afin d'assurer la continuité des soins. La loi donne en outre à chaque patient·e le droit de consulter son dossier et de le modifier, par ajouts ou corrections⁷.

Par exemple, je peux demander à mon médecin traitant de corriger l'orthographe de mon nom de famille, bien sûr, mais aussi d'ajouter au

dossier une directive anticipée ou un article que je trouve intéressant, sur une maladie chronique dont je souffre. Si l'anamnèse ou le diagnostic d'un psychiatre me met en colère, j'ai le droit d'exiger que le dossier soit complété avec ma version de l'histoire.

En pratique, qui pose ces choix ?

Les patient·e·s, tant qu'ils ou elles semblent aptes à exercer leurs droits. Lorsque les professionnel·le·s de la santé estiment que ce n'est pas le cas, il leur revient de s'adresser à un·e représentant·e, selon l'ordre de priorité défini par la loi. En prévision d'une éventuelle inaptitude, chacun·e peut désigner un·e mandataire de son choix⁸, qui sera alors un·e représentant·e prioritaire pour l'exercice des droits du ou de la patient·e⁹.

Le choix du dialogue : la médiation « droits du patient »

Les patient·e·s qui estiment que leurs droits ne sont pas respectés peuvent s'adresser à un médiateur ou une médiatrice spécialisé·e dans la communication entre les patient·e·s et les professionnel·le·s de la santé¹⁰.

La médiation ouvre un espace pour déposer ses griefs, être écouté·e et réfléchir aux différentes pistes possibles pour avancer.

Claire ROMMELAERE
Chercheuse au Centre de Bioéthique - Faculté des Sciences UNamur
Maîtresse de conférences - Faculté de Droit UNamur



SOURCES :

¹Le mot « intervention » désigne tous les « services dispensés par un praticien professionnel en vue de promouvoir, de déterminer, de conserver, de restaurer ou d'améliorer l'état de santé d'un patient, de modifier son apparence corporelle à des fins principalement esthétiques ou de l'accompagner en fin de vie » (art. 2, 2°, de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, ci-après « la loi »).

²Art. 7, §3, et 8, §3, de la loi.

³Art. 8, §4, de la loi.

⁴Art. 7, §2, al. 3, de la loi.

⁵Art. 6 de la loi.

⁶Par application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

⁷Art. 9 de la loi et art. 16 du règlement général sur la protection des données.

⁸La Commission Fédérale « Droits du patient » propose un formulaire-type, mais non obligatoire, de désignation d'un mandataire, disponible sur www.patientrights.be.

⁹Art. 14 de la loi.

¹⁰Art. 11 et 16 de la loi.

Pour en savoir plus

- Service public fédéral Santé publique (...), «Droits du patient», www.health.belgium.be/fr/sante/prenez-soin-de-vous/themes-pour-les-patients/droits-du-patient. Une foule d'informations utiles sur l'exercice de nos droits en tant que patient·e·s, dont la brochure « Loi «Droits du patient» mise à jour en 2020.
- Loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, disponible sur <https://www.ejustice.just.fgov.be/loi/loi.htm> (dans sa dernière version en vigueur, contrairement aux textes consultables sur le site du Moniteur belge).
- G. GENICOT, Droit médical et biomédical, Bruxelles, Larcier, 2016.